

tés. Elle a aussi proposé une indemnité pour les télégrammes. Je suis d'accord avec les recommandations relatives au service téléphonique. Le service actuel est déjà bien satisfaisant, mais il s'agit en réalité d'améliorations techniques pour répondre encore mieux aux besoins des députés. J'ai des réserves au sujet de l'indemnité pour les télégrammes. Je constate qu'elle s'est insinuée dans le bill à l'étude. Cet élargissement des services aux députés me paraît discutable.

On propose que tout le courrier que les députés reçoivent ou expédient n'importe où au Canada soit franc de port, et non plus seulement le courrier envoyé à la Chambre des communes ou expédié de la Chambre. Je suis aussi réticent au sujet de cette proposition. En fait, je ne peux pas y souscrire. A noter que dans le projet de loi, on prépare le terrain pour appliquer cette mesure. Je prétends qu'il y aura bien des abus. Ce n'est pas un service essentiel pour un député. Ce service s'impose pour les lettres que les députés reçoivent à la Chambre ou qu'ils expédient de la Chambre, mais je doute qu'il devrait être offert aux députés partout au Canada.

La Commission Beaupré recommande aussi d'améliorer les bureaux, le personnel de secrétariat et les autres services dont disposent les députés à Ottawa. Ces recommandations me semblent utiles et satisfaisantes. En outre, elle propose qu'on s'occupe d'aider les députés à installer des bureaux dans leurs circonscription. Le gouvernement aurait dû s'y arrêter davantage avant de prendre des décisions. Il aurait dû y accorder la priorité dans les changements proposés. A l'heure actuelle, j'ai un bureau à Regina que je partage avec mon collègue, le député de Regina Lake Centre (M. Benjamin), d'autres organismes de nos circonscriptions et d'autres groupes intéressés de la ville de Regina.

• (3.50 p.m.)

Mon ami le député de Regina-Lake Centre et moi avons vu nous-mêmes à l'entretien de ce bureau, en avons prélevé les frais sur notre indemnité et notre allocation de dépenses. La chose nous semblait utile et nécessaire; c'est le genre de service que des députés devraient rendre à leurs électeurs et en vue duquel une aide supplémentaire serait justifiable et acceptable. On a aussi recommandé de mettre des bureaux plus grands à la disposition des députés à Ottawa et de leur faciliter la tâche par divers autres moyens. Nous sommes parfaitement d'accord là-dessus.

On a également proposé, entre autres, une allocation de logement pour les députés durant leur séjour à Ottawa, afin de supprimer l'allocation de \$6,000 exempte d'impôts, de porter l'indemnité à \$23,000 et plus tard à \$25,000. Une échelle d'augmentations fut aussi proposée à l'intention du premier ministre, des membres du cabinet et d'autres représentants, en plus de leur indemnité ordinaire. Il va de soi que cette série de propositions fut rejetée par le gouvernement.

L'idée de supprimer l'allocation exempte d'impôts sous sa forme actuelle était bonne, selon moi. C'est une des choses contre lesquelles les gens protestent vraiment lors-

qu'il s'agit de la rémunération des représentants au Parlement. La proposition actuelle va être aussi sévèrement critiquée que l'ancienne allocation. Une augmentation portant l'indemnité à \$23,000 par année, sans allocation exempte d'impôts, aurait vraiment été bien modeste puisque la somme tout entière aurait fait l'objet de l'impôt sur le revenu. Naturellement, cette proposition est à l'eau maintenant. On aurait pu justifier une augmentation raisonnable de l'indemnité, mais je ne crois pas que la mesure à l'étude soit acceptable de quelque façon que ce soit. Ce n'est pas le genre de proposition que les Canadiens puissent trouver convenable, en dépit des bons côtés qu'elle pourrait avoir, comme celui de remédier à la situation financière de certains représentants.

Je me dois d'envisager la question comme député de Regina-Est, comme celui qui fut élu pour représenter environ 90,000 personnes dans la circonscription de Regina-Est et prendre des décisions de la meilleure façon possible, en leur nom, à la Chambre. Je me dois de me rappeler qui sont ces gens et mes rapports avec eux. Plusieurs de mes électeurs sont des agriculteurs. Ils passent par de grandes difficultés financières depuis plusieurs années. Ils ont également essayé les répercussions des politiques ministérielles, qui ont diminué leurs revenus et leur possibilité de revenus.

Beaucoup d'ouvriers de la ville de Regina n'ont qu'un salaire bien modeste, d'autres chôment à l'heure actuelle, n'arrivent pas à trouver d'emploi, bien qu'ils cherchent du travail depuis plusieurs mois déjà. Cette difficulté à trouver un emploi résulte en partie des décisions du gouvernement. Quelques-unes de ces décisions ont été discutées à la Chambre des communes. Les gens vont s'indigner à la pensée que les députés trouvent tout à coup le moyen d'accélérer les choses lorsqu'il s'agit de leur intérêt personnel.

En outre, les gens de Regina-Est ont un salaire relativement modeste. Ils n'ont pu s'instruire pour diverses raisons; pour une raison ou pour une autre, ils n'ont pu acquérir la formation qui les placerait aujourd'hui dans la catégorie des gens à revenu élevé. Ils ont eu, eux aussi, leurs moments difficiles ces dernières années. On leur a demandé, comme à d'autres Canadiens, de modérer leurs demandes salariales pour pouvoir lutter contre l'inflation. On a fait porter à quelques-uns d'entre eux, les moins en mesure de le faire, plus que leur fardeau de la lutte contre l'inflation.

Comme ailleurs au Canada, on compte de nombreux retraités à Regina-Est. La plupart d'entre eux vivent sur un revenu fixe; ils ont connu la première et la seconde guerres mondiales, accompagnées d'une crise économique entre les deux. En majorité, ils ont pris leur retraite avant l'adoption des régimes de rentes généralisés et des programmes de sécurité du revenu des personnes âgées.

A l'heure actuelle, ils reçoivent tout juste le minimum vital. Il y a aussi dans ma circonscription des gens qui, comparativement, jouissent d'un revenu élevé. Certains d'entre eux gagnent largement mieux leur vie que leur député. Ils ont réussi dans de nombreux domaines et, bien sûr, ils font partie de l'ensemble de la population